



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Montée du masculinisme

Question au Gouvernement n° 1292

### Texte de la question

#### MONTÉE DU MASCULINISME

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Julie Delpech.

**Mme Julie Delpech** . Depuis plusieurs jours, la ligne téléphonique 3919 est saturée, non par la détresse des victimes, mais par la haine. Des vagues d'appels malveillants, coordonnées par des sphères masculinistes, cherchent à bloquer ce numéro vital pour les femmes victimes de violences. Ce sabotage n'est pas anecdotique ; il est l'expression concrète du sexisme dit hostile, que le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a documenté dans son rapport de 2026 sur l'état des lieux du sexisme en France.

Il s'agit d'une idéologie structurée, à laquelle adhère près de 17 % de la population – majoritairement des jeunes hommes –, qui perçoit l'égalité non plus comme un progrès mais comme une menace pour la société.

**M. Julien Odoul** . Ça s'appelle des islamistes !

**Mme Julie Delpech** . Incel, MGTOW, *Men's rights activists* : les appellations diffèrent mais le projet reste le même – le rejet des femmes et de leurs droits. Sur les réseaux sociaux, des communautés numériques et des influenceurs haineux organisent cette misogynie, favorisée par les logiques algorithmiques. Ces raids numériques sont aussi nourris par une banalisation politique dangereuse, parfois relayée par l'extrême droite (« Ah ! » sur quelques bancs du groupe RN), seule force à réclamer la mixité du numéro 3919, offrant ainsi une caution morale à ces agissements.

*Mais le plus grave est ailleurs. Pendant que ces attaques se multiplient, des associations se présentant comme familialistes ou engagées pour la défense des pères remettent en cause la parole des femmes et la réalité des violences conjugales. Elles dénoncent la prétendue partialité des structures d'aide aux femmes et continuent de percevoir de l'argent public. Or l'État doit combattre le masculinisme, pas le subventionner ! Je tiens à saluer les associations et les professionnelles qui accompagnent chaque jour les victimes : elles sont un pilier de la protection des femmes et méritent un soutien sans équivoque.*

*Qu'entend faire le gouvernement pour suspendre toute subvention publique aux structures associatives qui promeuvent, sous couvert de défense de la famille, des discours entravant l'égalité et la sécurité des femmes ? Au-delà de la mise en œuvre d'une stratégie nationale, le gouvernement est-il prêt à intégrer le sexisme hostile dans les doctrines de sécurité nationale et à imposer à l'Arcom et à Pharos la création d'une catégorie spécifique pour signaler ces contenus masculinistes ? (Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)*

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur** . Je vous prie d'excuser la présence de Mme Aurore Bergé, retenue au Sénat, qui est aussi très concernée par le thème de votre question.

*Vous avez raison, les attaques que subit le numéro national 3919 « Violences femmes info » ne sont pas des faits isolés. Elles s'inscrivent dans un contexte plus large de montée en puissance de la menace masculiniste organisée, décomplexée, qui s'attaque frontalement aux politiques d'égalité, aux associations féministes et aux dispositifs de protection des femmes.*

*Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes précise que 39 % des hommes pensent que le féminisme menace leur place dans la société. Que les choses soient claires : les attaques contre le 3919 relèvent d'une stratégie d'intimidation et de déstabilisation que le gouvernement condamne fermement. Nous soutenons le 3919, qui est un pilier essentiel de la politique de lutte contre les violences faites aux femmes pilotée par Aurore Bergé.*

*Dès l'origine, ce numéro a été conçu pour répondre à un besoin spécifique : celui des femmes victimes de violences. En effet, les chiffres sont sans ambiguïté : 86 % des victimes de violence conjugale sont des femmes et 86 % des auteurs de ce type de violence sont des hommes. Depuis 2017, nous avons renforcé ce dispositif, qui fonctionne désormais 24 heures sur 24 ; il perdurera et nous apporterons tout notre soutien à la Fédération nationale Solidarité Femmes.*

*S'agissant de la partie de votre question qui concerne plus particulièrement le ministre de l'intérieur, effectivement, la mouvance incel se développe dans notre pays. Nous avons pu observer à cet égard, dans d'autres pays, des actions violentes, dont certaines ont pu conduire à des opérations terroristes. Sachez que cette mouvance est suivie par les services de renseignement français.*

**M. Sylvain Maillard** . Très bien !

**M. Laurent Nuñez**, ministre . Ainsi, en juin 2025, nous avons interpellé un jeune individu qui consultait de façon compulsive des sites masculinistes et qui voulait passer à l'action. Évidemment, les dispositifs valables en matière de terrorisme seront également appliqués, qu'il s'agisse de l'arrêt des subventions ou du déréférencement des sites qui peuvent inciter à la haine et à la violence. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR. – M. Michel Criaud applaudit aussi.)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Julie Delpech](#)

**Circonscription** : Sarthe (1<sup>re</sup> circonscription) - Ensemble pour la République

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1292

**Rubrique** : Femmes

**Ministère interrogé** : Intérieur

**Ministère attributaire** : Intérieur

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le** : 11 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 février 2026